



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20250526-DEC-DAEN0647 DU 28 JUL. 2025
PORTANT MISE EN DEMEURE DE LA SOCIÉTÉ LABORATOIRE OXENA, DONT LE SIÈGE
SOCIAL EST SITUÉ À 128 AVENUE CHÂTEAU FLEURY À ROMANS-SUR-ISERE (26100)
DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITÉS DE
STOCKAGE/CONDITIONNEMENT D'EAU DE JAVEL
EXPLOITÉES ZI DE LA MOTTE, RUE MARC SEGUIN À PORTES-LES-VALENCE (26800)

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 25 février 2022 à la société LABORATOIRE OXENA sur le territoire de la commune de PORTES-LES-VALENCE (26 800), ZI de la Motte, Rue Marc Seguin concernant notamment les rubriques 4510 et 4741 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé qui dispose :

« Le stockage de matières plastiques au Sud est implanté à une distance d'au moins 12 mètres des limites de propriété et d'au moins 10 m des autres installations.[...] » ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 10/06/2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriels en date du 10/07/2025 et 16/07/2025 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 29/04/2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

« Une quantité conséquente d'emballages plastiques est présente en dehors de la zone dédiée sous l'auvent. Ces emballages sont vers le bâtiment de production. La distance d'éloignement de 10 m n'est pas respectée (environ 6 m) » ;

CONSIDÉRANT que ces débordements des stocks d'emballages ont déjà fait l'objet d'une mise en demeure le 06/02/2021 avec un retour à la conformité, constaté le 11/04/2022 et qu'ils ont également été relevés lors de l'inspection du 03/10/2024 avec un retour à la conformité, constaté le 10/12/2024 ;

CONSIDÉRANT que ces stockages d’emballages peuvent être une source de propagation d’incendie entre le stockage d’emballage sous l’auvent et la zone de production comprenant des stockages vrac d’eau de Javel ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l’article 9.3 de l’arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où le non-respect des distances d’isolement des matières combustibles vis-à-vis de la zone de production augmente la probabilité d’apparition d’un accident majeur ;

CONSIDÉRANT que lors de la phase de contradictoire, l’exploitant n’a pas apporté des éléments constituant la preuve du respect des distances d’éloignement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l’article L. 171-8 du code de l’environnement en mettant en demeure la société LABORATOIRE OXENA de respecter les prescriptions de l’article 9.3 de l’arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé, afin d’assurer la protection des intérêts visés à l’article L. 511-1 du code de l’environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société LABORATOIRE OXENA (n° SIRET : 800 291 437 00021) exploitant des installations classées sur le territoire de la commune de PORTES-LES-VALENCE (26 800), ZI de la Motte, Rue Marc Seguin, est mise en demeure de respecter les dispositions de l’article 9.3 de l’arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé sous 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure en stockant les emballages plastiques à une distance d’au moins 10 m des autres installations.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l’article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l’encontre de l’exploitant conformément à l’article L. 171-8 du code de l’environnement.

Article 3 :

Conformément à l’article L. 171-11 du code de l’environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l’article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l’adresse : www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut également faire l’objet d’une demande d’organisation d’une mission de médiation, telle que définie par l’article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 4 :

Le présent arrêté est notifié à la société LABORATOIRE OXENA. Une copie du présent arrêté sera déposé en mairie de PORTES-LES-VALENCE et tenu à la disposition du public. Conformément à l’article R. 171-1 du code de l’environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l’État dans le département de la Drôme (www.drôme.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, la maire de la commune de PORTES-LES-VALENCE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **28 JUIL. 2025**

Le préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

